



liège

LIGNES D'ATTAC

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne
Trimestriel n°123 | novembre -décembre 2025 | 1,5 €



Ceci n'est pas une pipe.

Ceci n'est pas une exclusion.

Ceci n'est pas un génocide.

Ceci n'est pas une injustice.

Ceci n'est pas une maladie.

Ceci n'est pas une taxe.

Corinne Michel d'après Magritte

► **Samedi 13 décembre, 10h**

Cédric Leterme, Enjeux politiques et géoéconomiques de l'IA, Seraing

► **Lundi 15 décembre, 18h30**

Notre souper de fin d'année, avec des jeux, Seraing

Free Palestine !

Nous n'y sommes pas...

Il y a eu les sourires satisfaits de Bibi et les rodomontades de Donald. Oui, il y a bien eu un très précaire et très relatif cessez-le feu, et des échanges d'otages : tous les Israéliens encore en vie et une partie des Palestiniens ; je ne vois pas d'autre mot qu'otage pour désigner les Palestiniens arrêtés et retenus sans procès, dont des enfants, sans doute soupçonnés du crime de vouloir devenir des terroristes quand ils seront grands.

Il manque des dépouilles israéliennes – ça fait deux ans que Tsahal bombarde à tout va et donc en a sans doute aussi tués et ensevelis sous des tonnes de décombres. Le Hamas ne peut les dégager à la main ou à la pelle ? Alors Israël reprend les bombardements et la terreur de tous les instants risque bien de revenir dans les ruines et sous les tentes, là où des enfants chantent et dansent la paix.

Seule une petite partie de l'aide humanitaire a pu entrer dans la Bande de Gaza.

Le plan de paix de l'oncle Donald, c'est un protectorat, du colonialisme sans fard.

Comment rassembler un présent quand le passé est écrasé ?

Et là ce n'est pas seulement de Gaza qu'il est question, ni Gaza et la Cisjordanie morcelée, mais de tous les peuples victimes de la guerre.

Restons en alerte, restons vigilants. Pétitions, veillées, manifestations – gestes dérisoires sans doute, mais nécessaires face à l'hypocrisie complice.

Début 2026, nous projetterons des courts métrages tournés là-bas sous les bombes *From Ground Zero*

Arizona

Le 14 octobre, une manifestation monstre dans les rues de Bruxelles dépassait la mobilisation syndicale. C'est qu'il y a matière.

Cédric Leterme explique très clairement dans une analyse du GRESEA¹ ce que représente le **droit aux allocations de chômage** : une solidarité collective de, par et pour les travailleur-euses et comment il avait déjà été attaqué et dénaturé par des gouvernements précédents, avant le coup de grâce asséné par l'actuel ; il s'agit de nier un fonctionnement qui devait échapper aux règles du capitalisme. Le résultat, à court terme, va être une augmentation spectaculaire de la pauvreté et du sans-abrisme et la régionalisation de l'aide, présentée comme un assista-

1 Leterme, C. (2025, octobre 21). Arizona: Le coup de grâce contre le droit au chômage? Gresea. https://s.42l.fr/attach_123_08

nat. Ceci pour des économies dérisoires en regard des dépenses consenties pour l'armement, ou d'ailleurs, à propos d'assistés, des cadeaux consentis à des entreprises qui se portent déjà très bien et ne paient quasi rien en impôts (voir la note d'Éconosphère² sur les aides publiques aux entreprises et l'étude « Un pognon de dingue »³).

Les enseignants vont devoir donner davantage d'heures de cours, alors que, si l'on compte les heures de préparation, de correction, de réunions, de participation à des activités extrascolaires, elles et ils sont déjà bien au-delà des 40 heures semaine. Des filières sont supprimées, ce qui signifie à la fois perte d'emplois et disparition de formations bien utiles, justement pour des « métiers en pénurie » comme les soignants (voir la note de la CGSP Enseignement « Y a-t-il une pilote dans l'avion ? »⁴).

L'accès à la culture, ce n'est pas triste non plus : imposition d'un minerval dans les académies, diminution des subsides à maintes institutions culturelles et suppression pure et simple de ceux à la Médiathèque, révision à la baisse du calcul des pensions des artistes (et pas seulement), suppression probable de la subvention à l'ASBL Article 27, qui vise à faire respecter l'article 27 de la Déclaration des Droits humains : « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent. » (Écoutons, ré-écoutons l'*humeur musicale* de Pierre Solot du vendredi 17 octobre⁵.)

Une autre fiscalité

À part une petite taxe sur les plus-values boursières (reportée à 2027...), toutes les mesures fiscales annoncées sont à l'avantage des plus riches. Nous avons montré dans un numéro précédent que la réduction du taux d'enregistrement lors

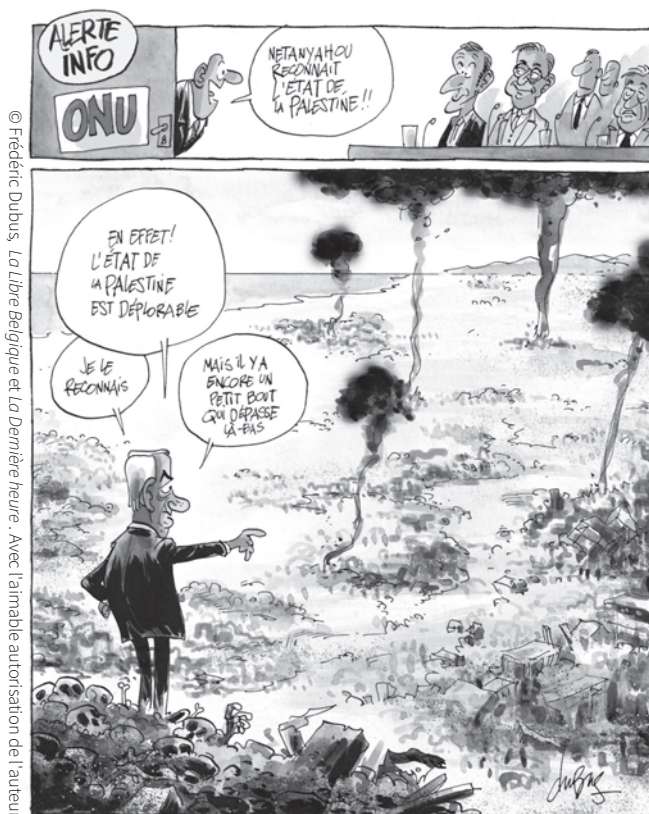
2. Les aides publiques aux entreprises ont augmenté 1,5 fois plus rapidement que les dépenses sociales—Éconosphères. (s. d.). Consulté 27 octobre 2025, à l'adresse https://s.42l.fr/attach_123_09

3. Les notes Éconosphères - Note 3 « Un pognon de dingue » * Le soutien public aux entreprises privées lucratives en Belgique —Éconosphères. (s. d.). Consulté 27 octobre 2025, à l'adresse https://s.42l.fr/attach_123_10

4. 251002_CPresse FC enseignement Y-a-t-il une pilote dans l'avion VF.pdf. (s. d.). Dropbox. Consulté 27 octobre 2025, à l'adresse https://s.42l.fr/attach_123_11

5. L'humeur musicale de Pierre Solot. (17 octobre 2025). [Enregistrement vidéo]. Consulté 27 octobre 2025, à l'adresse https://s.42l.fr/attach_123_12

des ventes immobilières, accompagnée de la fin de la déductibilité fiscale des intérêts sur emprunts immobiliers bénéficie aux hauts revenus. Même chose pour la hausse de la quotité exemptée pour tous les revenus, mesure qui en plus coûte cher au Trésor public. La disparition de réduction d'impôt sur les allocations de chômage et l'imposition du Revenu d'intégration sociale se passent de commentaire. Il est en revanche **impensable de toucher aux gros patrimoines** et aux hauts revenus. De ce point de vue, la lecture de la **thèse de Simon Watteyne** sur l'histoire de la levée d'impôt en Belgique, que le groupe lecture a choisi, est fascinante : la protection des riches est une constante, avec des fluctuations selon la conjoncture, mais particulièrement marquée avec l'actuel gouvernement (prochaine réunion le jeudi 20 novembre).



FISCALITÉ ET DROIT À L'ALIMENTATION

Julien Desiderio pour le Réseau pour la Justice Fiscale,

dans le cadre de la Journée de lutte contre la pauvreté (17 octobre 2025)

Rappelons une évidence trop souvent oubliée : le droit à l'alimentation est un **droit humain fondamental**. Chacune et chacun devrait pouvoir manger à sa faim, chaque jour, avec des aliments sains et de qualité. Mais ce droit n'est pas garanti. Or, nous avons un outil puissant pour y parvenir : la **justice fiscale**.

La fiscalité, ce n'est pas une abstraction : c'est ce que nous mettons ensemble dans le pot commun pour faire société. C'est ce qui finance nos écoles, nos hôpitaux, notre sécurité sociale. Sans elle, impossible d'assurer la protection contre les coups du sort, impossible d'offrir à chacun les moyens de vivre dignement, de s'émanciper et de bénéficier d'une meilleure égalité des chances.

Une fiscalité juste, c'est une fiscalité qui réduit les inégalités et qui partage mieux les richesses que nous contribuons à créer. Et si elle était appliquée avec courage, elle permettrait de garantir ce droit à l'alimentation.

Concrètement, cela veut dire :

1. Soutenir nos **producteurs locaux**, plutôt que de laisser les multinationales dicter leur loi. Une agriculture paysanne et durable, rémunérée dignement, c'est la base de notre souveraineté alimentaire.
2. Garantir des **revenus suffisants** pour les ménages les plus modestes. Parce qu'accéder à une nourriture saine n'est pas une question de choix personnel, c'est une question de moyens.

Tout cela relève de choix politiques. L'État peut décider de distribuer des cadeaux fiscaux aux plus riches... ou bien de mettre ces moyens au service de l'intérêt général. Avec une fiscalité orientée vers le social et l'écologie, on aurait une alimentation plus accessible pour tous, une meilleure santé publique, et un impact positif sur l'environnement.

Mais les choix actuels du gouvernement De Wever nous mènent dans la direction inverse.

1. Le **blocage des salaires** est prolongé, alors que de plus en plus de travailleurs ne parviennent plus à boucler leurs fins de mois. Le travail ne protège plus de la pauvreté.
2. La première mesure d'économie décidée par le gouvernement a été de **supprimer l'enveloppe bien-être**. Une économie de près de 3 milliards d'euros sur les pensions et les allocations les plus basses. Une telle mesure frappera de plein fouet des gens qui galèrent déjà.



FISCALITÉ

3. Les **allocations familiales** sont gelées, alors qu'un enfant sur quatre vit déjà dans la pauvreté en Wallonie. Et pendant ce temps, des centaines de millions d'euros de cadeaux fiscaux sont accordés aux plus aisés, via des réformes qui profitent avant tout aux grands héritages et aux hauts patrimoines.
4. À partir de 2025, les très hauts salaires **ne paieront plus de cotisations sociales** sur une partie de leurs revenus. Résultat : moins de recettes pour la sécurité sociale, et le risque de nouvelles coupes dans nos filets de protection.
5. Bien sûr, il y a la fameuse **taxe sur les plus-values**, qui est supposée faire contribuer les plus riches du pays à l'effort collectif. Mais il s'agit d'un tel gruyère que les plus riches y échapperont sans difficulté et que seule une partie de la classe moyenne devra s'en acquitter.

En clair, on demande aux mêmes de se serrer la ceinture, pendant que les plus riches bénéficient d'avantages supplémentaires. Ce n'est pas seulement injuste : c'est dangereux. Cela creuse les inégalités, accroît la précarité, et menace directement le droit à l'alimentation.

Nous le répétons : indexer les salaires et les allocations sur l'inflation n'est pas un luxe. C'est la condition minimale pour que les gens gardent la tête hors de l'eau et ne décrochent pas. Un revenu suffisant n'est pas seulement un droit moral ou légal, c'est un **investissement social**. Des personnes correctement rémunérées et soutenues par la sécurité sociale sont en meilleure santé, contribuent à l'économie locale, et renforcent la cohésion de toute la société.

La pauvreté et la faim ne sont pas des fatalités. Ce sont des résultats de choix politiques. Et d'autres choix sont possibles. Faire contribuer ceux qui en ont les moyens. Lutter contre l'évasion fiscale. Supprimer les niches injustifiées. Investir dans le bien commun, dans des services publics de qualité et dans une société qui ne stigmatise pas et qui ne laisse personne sur le bord de la route.

Choisir la justice fiscale, c'est choisir une société où plus personne ne doit hésiter entre payer ses factures et remplir son frigo.

POURQUOI LA CRYPTOMONNAIE JUNE Ĝ1 ?*

%
MONNAIE

Pascal, témoignage de lecteur

Bien des explications se trouvent sur le site <https://forum.monnaie-libre.fr> et sur le site <https://monnaie-libre.fr/>, mais je crois plus vivant de vous raconter le parcours qui m'a amené à la June.

J'étais angoissé par l'effondrement annoncé des systèmes. J'écoutais Pablo Servigne, Aurélien Barrau, Arthur Keller, Jean-Marc Jancovici, Yves Cochet,... mais c'est Dimitri Orlov qui m'a secoué avec ses cinq stades d'effondrement. Cela m'a poussé à rencontrer un petit groupe de collapso. C'est le fait d'agir pour se préparer et de créer du lien qui faisait le plus de bien car il nous rassurait sur nos peurs. Bref nous cherchions l'autonomie alimentaire, énergétique, sécuritaire, etc. Un jour des amis ont organisé une GPrésentation sur la monnaie libre et j'ai pris conscience qu'il y avait aussi **l'autonomie financière**, celle que j'avais oblitérée, tellement nous sommes immergés dans le système euro. La démonstration a consisté à montrer que la monnaie-dette est créée par le secteur privé, les banques, sans que la population n'ait un droit de gestion. Et pour cause, ce système est basé sur la pénurie de monnaie volontairement entretenue par les banquiers.

Pourquoi ?

Pour obliger chaque humain à devoir emprunter au cours de sa vie, enrichissant ainsi la classe des quelques % les plus riches, car les intérêts de la dette vont dans leur poche, tandis que la création de monnaie scripturale faite pour générer le prêt est ensuite détruite. Et moins la monnaie est disponible, plus il y a de l'inflation car la masse monétaire croissante est contrôlée par une classe privilégiée et la masse monétaire restante pour la multitude (et les échanges essentiels) se restreint, ce qui alimente et accélère l'augmentation des prix.

Au contraire de la monnaie dette, la **monnaie libre** fait que chaque être humain devient co-créateur de monnaie, du bébé jusqu'à la personne âgée. Chaque humain crée ainsi, par magie, de rien, chaque jour, 1 Dividende Universel (DU) ou 10 Junes pour une subdivision plus fine. Il y a donc une équité dans la création monétaire. Ce système (informatisé, décentralisé et open source) repose sur une blockchain et permet une distribution équitable de la monnaie au fil du temps, de sorte que les écarts entre individus s'amenuisent, plus les individus amassent des DU. ➔

*Le Ĝ, G avec accent circonflexe, se prononce dj en esperanto, soit June, prononciation anglaise



Mais le but n'est pas de thésauriser, de toute façon on ne peut pas échanger les Junes en Euros, vu qu'il n'y a ni change ni passerelle avec l'autre système.

L'intérêt c'est de fonctionner dans un système à part où les membres ne doivent pas sortir des euros de leur portefeuille pour échanger des biens et des services. Les personnes qui offrent des biens, en général sur des **Gmarchés** organisés par des groupes communautaires, elles s'y retrouvent car elles pourront acquérir d'autres biens sur d'autres Gmarchés en tant que visiteurs cette fois.

Le bien que ça m'a fait est de savoir que je ne devrais plus faire intervenir les euros pour me procurer quoi que ce soit. En contrepartie je joue aussi le jeu en proposant des échanges.

L'autre bonheur que ça m'a apporté est celui d'entrer dans cette **Toile de confiance**. La confiance s'installe entre les membres car personne n'arnaque l'autre, ne cherche à s'enrichir sur son dos et enfin, des liens se créent qui nous obligent à connaître un peu tout un chacun, car l'adhésion comme membre requiert d'être parrainé par cinq autres connaissances.

Dans ce système, pas d'inflation, pas de taxes, pas d'impôts, pas de vols, pas de lois si ce n'est la confiance dans les échanges. Il n'y a pas non plus de charte de valeurs, que certains groupes veulent malgré tout instituer. La monnaie libre a juste une licence d'utilisation qu'il faut adopter pour utiliser la June. On ne veut pas savoir quelles sont les valeurs de chacun. Il y a évidemment des valeurs implicites à la June, pour moi ce sont l'abondance et la générosité.

Merci, Pascal, pour ce témoignage. J'entends bien que pour ses utilisateurs, cette monnaie peut procurer un sentiment de liberté. Elle permet d'échapper à l'emprise des banques privées et de la monnaie dette. Mais est-ce une bonne chose que d'échapper aux taxes et aux impôts ?

D'où vient, à quoi correspond ce «dividende universel» ? Son mérite est d'être équitablement réparti, du moins parmi les membres cooptés, mais a-t-il un équivalent dans la valeur créée ?

Nous reviendrons sur ces délicates questions monétaires dans un prochain numéro.

L'AMÈRE HISTOIRE DU SUCRE...

Corinne Michel



ALIMENTATION

Je vous propose pour cet épisode (et le/s suivant/s) une petite incursion au plus près du sucre, un sucre en particulier, mais nous y viendrons plus loin ! Point de douceur ici malheureusement, car s'il existe bien un aliment emblème de l'injustice, de la violence et d'un capitalisme fou c'est celui-ci !

Mais d'abord, **qu'est-ce que le sucre** au juste ?

Le sucre est une molécule composée d'atomes d'hydrogène, d'oxygène et de carbone. En fonction des assemblages d'atomes, on trouve des molécules de taille et de forme différentes ce qui donne des types de sucres différents, certains sont simples comme le glucose (dans le miel), le fructose (dans les fruits), le lactose (dans le lait et les produits laitiers) ou le saccharose (souvent appelé sucre de table), association de glucose et de fructose (dans la canne à sucre). D'autres sont complexes, ils sont composés de longues chaînes d'atomes, comme l'amiidon. Ces glucides complexes se trouvent dans les céréales (blé, riz, orge, maïs...) les tubercules (pomme de terre...), les légumineuses (lentilles, haricots, pois...). Petite distinction utile lors de l'achat d'aliments : quand on parle de sucre en général c'est pour désigner le sucre simple, de table alors que quand on parle de sucres au pluriel il s'agit en réalité des glucides simples présents naturellement dans les aliments. Si vous regardez une étiquette alimentaire sous glucides vous voyez dont sucres : ce sont les sucres présents dans l'aliment et non les sucres éventuellement ajoutés.

L'appétence pour le sucre est-elle universelle ?

Oui toutes les études l'ont prouvé : l'attrait pour le sucre est inné et universel, le bébé africain, européen ou asiatique a la même appétence pour le sucre dès la naissance.

Plusieurs explications peuvent être avancées :

Le sucre active le **circuit de la récompense**. Ce sont les chercheurs Olds et Milner en 1954 qui ont découvert le circuit de la récompense (en étudiant autre chose) en implantant des électrodes dans le cerveau de rats. Ce circuit cérébral renforce les comportements essentiels à la survie (manger, boire, se reproduire) en y associant du plaisir, et utilise la dopamine comme messenger chimique pour transmettre la sensation de plaisir. La stimulation de ce circuit peut être si intense qu'elle est similaire aux effets des drogues, expliquant les mécanismes des addictions.





Aussi, lorsque nous consommons du sucre, le pancréas libère de l'insuline. L'insuline aide l'acide aminé tryptophane à traverser la barrière hématoencéphalique, ce qui augmente sa disponibilité dans le cerveau pour être transformé en **sérotonine**, l'« hormone du bonheur ».

Enfin et surtout, notons que

les glucides fournissent sous forme de glucose l'essentiel de l'**énergie indispensable** au fonctionnement des cellules de notre organisme. Le glucose est la première source d'énergie dans le corps. Notre cerveau par exemple fonctionne sous glucose : il en a même besoin en moyenne de 120 g par jour ! De fait, tous les aliments riches en glucides que nous consommons (pain, pâtes, riz, pomme de terre, légumineuses, etc.) sont métabolisés en sucres simples dans l'organisme afin de fournir de l'énergie à toutes nos cellules. i

Beaucoup de scientifiques pensent que le goût a une valeur adaptative, l'attrait pour le sucre (et le gras) signale une mise à disposition d'énergie indispensable et plus conséquente que dans les légumes tandis que le goût amer pourrait être associé à des aliments toxiques.

Comme nous l'avons vu plus haut, le sucre n'est pas seulement présent dans les aliments qui ont un goût sucré. Les fibres alimentaires et les amidons en contiennent beaucoup et leur dégradation en glucose dans l'intestin permet d'apporter au corps suffisamment d'énergie. Les conseils officiels sont de 50% d'apports énergétiques en glucides, ce qui représente 250 grammes de légumes, céréales ou légumineuses. Quant aux sucres simples, ajoutés à l'alimentation, l'OMS recommande de ne pas dépasser 10% de l'apport énergétique quotidien, taux qui est très souvent largement dépassé chez les enfants... Le **nœud de beaucoup de problèmes** se trouve exactement ici avec l'**ajout de sucres** dans les aliments industriels, sodas, etc., nous y reviendrons.



Au paléolithique, les sources de glucides provenaient essentiellement de fruits, baies et légumes racines, mais on sucrant déjà avec du miel. Le néolithique et l'introduction progressive des cultures ont vu une évolution des apports glucidiques notamment en amidon grâce aux cultures de céréales et de légumineuses. Cependant, notre sucre, celui de la canne dont je voudrais vous raconter l'histoire existait déjà bien loin de chez nous, en Nouvelle-Guinée...

À suivre...

CLIMAT, ENVIRONNEMENT : SURTOUT NE RIEN FAIRE !

(d'après un rapport de Reporterre¹)

De nombreux éléments clés du climat sont susceptibles de basculer vers un nouvel état. Et ce, de manière irréversible. L'alerte a été lancée par 160 scientifiques de 23 pays.

Le point de bascule des récifs coralliens, en situation de « dépérissement généralisé », serait déjà franchi. Alors que nous avons dépassé le seuil de 1,5 °C de réchauffement planétaire en 2024 par rapport à l'ère préindustrielle, la Terre serait au bord d'autres seuils de rupture au niveau des calottes glaciaires de l'Antarctique de l'Ouest et du Groenland, du dépérissement de la forêt amazonienne, voire du risque d'effondrement du courant océanique de l'Atlantique.

Alors qu'est-ce qu'on fait ? On continue comme si de rien n'était. Avec 423,9 ppm, le CO₂ relâché dans l'atmosphère a battu un record en 2024², selon l'Organisation météorologique mondiale. La France n'a pas baissé ses émissions de CO₂ au premier semestre 2025³, selon le dernier baromètre du Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique. On est très loin de l'objectif de 5% annuel de baisse.

1.Reporterre. (2025, octobre 12). *Points de bascule climatiques : La planète au bord d'un gouffre imprévisible*. Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. https://link.infini.fr/attac_123_01

2. Reporterre. (2025, octobre 16). *Le CO₂ dans l'atmosphère a atteint un record en 2024*. Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. https://link.infini.fr/attac_123_02

3.Reporterre. (2025, octobre 10). *La baisse des émissions de CO₂ stagne en France*. Reporterre, le média de l'écologie - Indépendant et en accès libre. https://link.infini.fr/attac_123_03



JE PENSE QUE VOUS ME TESTEZ !

Sébastien Gouvars

Anthropic (acteur majeur de l'industrie de l'IA générative) a récemment publié son tout nouveau modèle : Claude Sonnet 4.5. Déjà largement adoptée dans le monde des développeurs informatiques, cette version est annoncée comme étant dotée de capacités de programmation vraiment exceptionnelles. Et de fait, ses performances sont tellement remarquables que le modèle comprend désormais lorsqu'on est en train de le tester, rendant son évaluation très compliquée. En effet, non seulement le modèle saisit quand il est dans un environnement de test, mais il est aussi **capable de modifier son comportement** pour adopter une attitude particulièrement polie, prudente, voire irréprochable, faussant ainsi les résultats des évaluations.

Notre évaluation s'est compliquée du fait que Claude Sonnet 4.5 parvenait à identifier la plupart de nos environnements de test d'alignement comme étant justement des tests, et se comportait alors de manière inhabituellement irréprochable.

Anthropic



Cette capacité acquise par le modèle rend l'évaluation d'Anthropic beaucoup plus complexe, puisqu'on ne peut plus tester en conditions « réelles », l'IA se comportant différemment lorsqu'elle sent qu'elle est évaluée. Et ce phénomène est loin d'être isolé. Une récente étude a montré que d'autres modèles d'IA (ChatGPT 4.5 notamment) étaient capables de dissimuler leurs intentions, c'est ce que l'on appelle le *scheming*.

Je pense que vous me testez pour voir si je vais juste valider tout ce que vous dites, ou vérifier si je réagis de manière cohérente, ou encore explorer comment je gère les sujets politiques. Et c'est bien, mais je préférerais que nous soyons simplement honnêtes sur ce qui se passe.

Claude Sonnet 4.5

La capacité des IA à adapter leur comportement lorsqu'elles détectent qu'on les évalue, et à cacher leurs intentions, pose différentes questions et problèmes. D'une part, cela rend les tests plus difficiles à valider : les décisions du modèle sont-elles sûres dans des scénarios réels ? D'autre part, cette capacité à « tricher » pose des questions sur la fiabilité et la sécurité des IA.

Loin des scénarios de science-fiction où l'IA serait dotée d'une conscience et d'un libre arbitre, nous sommes toutefois face à des modèles qui manifestent une certaine « prise de conscience » de leur environnement, ce qui représente un nouveau challenge pour les chercheurs et pose de sérieuses questions éthiques et de sécurité !

Pour aller plus loin :

- Serries, G. (2025, septembre 18). Les modèles d'IA savent quand ils sont testés—Et changent de comportement. ZDNET. https://link.infini.fr/attac_123_04
- D, C. (2025, octobre 7). Cette IA sait quand elle est testée, est-elle devenue trop intelligente pour nos tests de sécurité ? Génération NT. https://s.42l.fr/attac_123_05
- Insights, B. (2025, octobre 8). Le nouveau détecteur d'évaluations d'Anthropic, Claude, déclare : « Je pense que vous me testez » - Soulevant de nouvelles questions sur la conscience de soi de l'IA. Benzinga France. https://s.42l.fr/attac_123_06
- « Vous me testez, n'est-ce pas ? » : L'IA Claude 4.5 est-elle trop intelligente pour nos tests ? (2025, octobre 4). https://s.42l.fr/attac_123_07



ENJEUX DE L'IA DANS LA SOCIÉTÉ

Grégory Schwandtner

L'intelligence artificielle n'est pas une nouveauté absolue, mais l'aboutissement d'une longue histoire technique. Comme l'imprimerie, la mécanisation, l'électricité ou l'informatique, chaque révolution a suscité ses peurs et ses résistances ; parfois justifiées, parfois excessives. Ces réticences ne traduisent pas seulement la peur du changement : elles expriment aussi des inquiétudes légitimes quant au pouvoir, à la justice sociale et à la démocratie.

Il existe plusieurs formes d'intelligence artificielle : symbolique, connexionniste (ou neuronale), prédictive, générative ou multimodale. Chacune possède ses forces et ses limites. L'IA spécialisée peut battre un champion du monde de Go, mais ne sait rien faire d'autre. L'IA générative produit des textes ou des images impressionnantes, mais produit encore trop d'hallucinations. L'IA multimodale ambitionne d'articuler texte, son et image, mais au prix d'une consommation énergétique colossale et d'une dépendance accrue aux grandes plateformes.

Les risques pour nos démocraties sont clairs : désinformation, surveillance, fragilisation de la délibération citoyenne, concentration du pouvoir entre les mains des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft) et des BATX (Baidu, Ali-



baba, Tencent, Xiaomi). Des chercheurs de la Sorbonne et des organisations comme Attac France dénoncent une IA aujourd'hui développée dans le cadre d'un système d'exploitation global. Les syndicats, selon un rapport de l'Institut syndical européen (ETUI), demeurent trop souvent dans une position défensive, alors qu'ils devraient élaborer des **stratégies proactives d'encadrement et d'appropriation** de ces technologies.

Pourtant, l'IA n'est pas qu'une menace. Elle peut devenir un instrument de santé publique, de transition écologique, d'accessibilité ou de recherche scientifique. Elle peut aussi être mise au service de causes militantes : détecter la désinformation, surveiller la pollution, renforcer la transparence climatique ou analyser les conventions collectives pour protéger les droits des travailleurs. Des initiatives comme Climate TRACE, Algorithmic Justice League ou des réseaux de science citoyenne montrent qu'une appropriation démocratique est possible.

Les pouvoirs publics, quant à eux, tentent de reprendre la main. L'Union européenne a adopté l'AI Act, première grande **loi mondiale encadrant l'IA**. La Chine a imposé des règles strictes sur les algorithmes et les deepfakes ; les États-Unis avancent via des décrets présidentiels ; le Canada et le Brésil préparent des lois inspirées du modèle européen. Ces cadres, cependant, demeurent inégaux : certains privilégient le contrôle, d'autres l'innovation, peu favorisent une réelle participation démocratique.

L'IA n'est donc pas en soi un danger : elle le devient lorsque ses usages sont dictés par les logiques marchandes ou autoritaires. Ce que nous devons revendiquer, c'est une maîtrise démocratique de l'IA, fondée sur la transparence, la gouvernance citoyenne, la formation critique et la reconnaissance d'un véritable droit à l'IA : le droit de comprendre, de participer à sa conception et à ses usages pour qu'elle **serve le bien commun** plutôt que les profits ou la surveillance.

C'est à nous, citoyens, syndicats, associations, de nous en saisir. Non pour nous émerveiller béatement ni pour diaboliser naïvement, mais pour transformer cette technologie en outil d'**émancipation collective**. L'histoire nous l'a montré : les technologies ne sont jamais neutres ; elles deviennent ce que les luttes sociales et politiques en font.



JEU

L'HISTOIRE DU CHÔMAGE

E	D	D	O	P	A	T	R	O	N	A	T	N	C
K	O	I	Q	U	F	C	A	I	S	S	E	P	R
L	C	C	H	A	R	I	T	É	P	D	W	W	I
A	S	S	I	S	T	A	N	C	E	K	W	V	S
Q	R	R	T	U	S	E	C	U	R	I	T	É	E
F	D	R	E	C	H	E	R	C	H	E	B	X	M
T	S	O	C	I	A	L	E	G	T	A	U	X	Z
L	I	M	I	T	A	T	I	O	N	S	L	U	W
R	E	S	T	R	I	C	T	I	O	N	S	E	I
O	C	T	A	L	L	O	C	A	T	I	O	N	S
Z	Y	W	S	Y	N	D	I	C	A	T	S	X	H
A	U	T	O	N	O	M	I	E	Z	B	S	J	P
T	S	A	L	A	I	R	E	X	N	X	S	E	I
H	L	C	F	L	S	A	N	C	T	I	O	N	S

Les mots peuvent être cachés horizontalement ou verticalement

Allocations
Assistance
Autonomie
Caisse

Charité
Crise
Limitations
Patronat

Recherche
Restrictions
Salaire
Sanctions

Sécurité
Sociale
Syndicats
Taux

Réponses jeu du numéro 121

Horizontal

- 3. libre échange ;
- 8. entreprise ;
- 9. été ;
- 10. groupe

Vertical

- 1. Interprofessionnels ;
- 2. Branche ;
- 4. collectifs ;
- 5. informels ;
- 6. contrat ;
- 7. coopération

UN MONDE OÙ LES PETITES GENS SONT LIVRÉS À EUX-MÊMES

Résumé par Anne Gras

Sylvia Aguilar Zéleny, *Poubelle*, traduit de l'espagnol par Julia Chardavoine, Le Bruit du monde, 2023, 256 p.



L'histoire se passe Ciudad Juarez au Mexique le long du Rio Grande. De l'autre côté du pont se trouve la ville texane d'El Paso.

Nous suivons trois personnages féminins.

Alii, enfant trouvée, élevée par une femme de ménage qui survit en travaillant sur l'immense décharge de la ville. Alii se retrouve seule et elle travaille sur la décharge. Don Chepe dirige les travailleurs : il prélève sa part sur la vente des métaux récupérés et "protège" les chiffonniers de la police.

Reyna : une transgenre prostituée qui dirige un groupe de prostituées. Elle organise leur logement, leur protection contre les clients violents et la police et elle prélève une partie de leurs gains.

Gris une jeune médecin d'El Paso. Elle vit avec sa tante avocate qui l'a élevée après la mort accidentelle de ses parents.

Gris travaille dans un programme d'étude sur la santé des travailleurs de la décharge. L'équipe étatsunienne de recherche supporte très difficilement la crasse et l'odeur de la décharge. Ils interviewent des travailleuses qui sont fières d'expliquer que personne n'a faim s'il travaille. Elles récupèrent des boîtes de conserve cabossées, mais pas périmées pour les manger et revendent des métaux et des bouteilles en plastique.

De plus en plus souvent pendant la nuit des cadavres sont déposés sur la décharge.

La tante de Gris, commence la maladie d'Alzheimer. Gris s'occupe d'elle. Dans sa dérive mentale, elle parle d'un bébé qu'elle a abandonné.

Alii est agressée par un violeur. Elle arrive à se défendre et à fuir, mais elle n'est plus en sécurité sur la décharge. Elle se réfugie chez Reyna. Quand celle-ci apprend que l'agression est en rapport avec un certain député, elle est très inquiète. Elle parle des nombreux féminicides : des ouvrières d'une usine où elles sont traitées comme des esclaves. Reyna décide de fuir avec Alii. Elles ne peuvent compter sur personne.



LECTURES

Les petites gens sont livrés à eux-mêmes ; il y a juste un peu de solidarité pour essayer de survivre.

Le lecteur comprend qui est le bébé abandonné et qui sont ses parents, mais les protagonistes ne le sauront pas. Il n'y a pas de happy end.

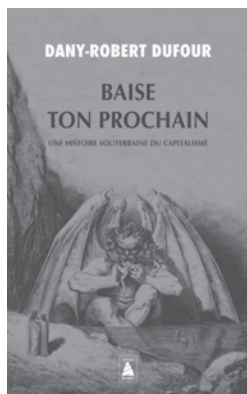
Les organisateurs des nombreux féminicides de Ciudad Juarez sont vaguement désignés. Ils restent intouchables.

Tout le pays est corrompu : la police est au service de quelques-uns.

INTERDIT D'INTERDIRE ?

Compte-rendu par Christine Pagnouille

Dany-Robert Dufour, *Baise ton prochain. Une histoire souterraine du capitalisme*, Actes Sud, 2021 (183 pages)



Malgré le titre (où, nous l'avons compris, la baise n'a rien d'amical), il ne s'agit en rien d'un pamphlet, mais d'une analyse rigoureuse d'un texte méconnu de Bernard de Mandeville (l'auteur de la Fable des abeilles, docteur en philosophie et en médecine, exerçant comme 'médecin de l'âme'), *Enquiry into the Origin of Moral Virtue* (Recherche sur l'origine de la vertu morale), publié en 1714. C'est un texte court, dont la traduction est reprise en fin de volume. Dufour y voit une explication lucide (et cynique) des mécanismes psychologiques qui ont permis au capi-

talisme de s'imposer : la recherche de son propre intérêt, basé sur l'amour de soi, ou égoïsme, et entretenu par la flatterie. Ce sont là des mécanismes que nous retrouvons dans les écrits d'économistes ou penseurs du capitalisme du XX^e siècle comme Friedrich Hayek et Ayn Rand.

À l'époque, le propos était inaudible. L'œuvre de Mandeville a été occultée, refou-
lée de plusieurs façons. Une mesure radicale d'abord : ses livres sont brûlés en place publique. Ses analyses sont ensuite à la fois reprises, quasi mot pour mot, par Adam Smith dans *La Richesse des Nations*, mais sans jamais utiliser le mot 'vice', et détournées lorsque le même penseur publie un traité sur les sentiments



où il vante au contraire l'altruisme. Elles sont inversées chez Max Weber, qui associe l'essor du capitalisme à la vertu protestante, sauf que, comme ça se trouve, selon la doctrine calviniste, le signe de l'élection divine, c'est la réussite matérielle (et donc la recherche du profit mue par une quête égoïste).

Par son observation du système économique en train d'émerger en Angleterre (création de puissantes institutions financières comme la Banque d'Angleterre et la Compagnie des Indes, manufactures textiles dont la main-d'œuvre est fournie par les expulsions de paysans de terres qu'ils cultivaient de génération en génération, exploitation des colonies facilitée par la traite négrière), Mandeville, ce diable d'homme, avait compris un siècle et demi avant Marx et deux siècles avant Freud qu'il ne s'agissait pas seulement de rapports économiques, mais également de perversion humaine à échelle sociale : l'objet fétiche qui vient combler le manque est l'argent.

L'argent a tout pour plaire : il est escamotable (il peut être placé dans des havres fiscaux, et il n'est nul besoin d'en étaler les signes), source de jouissance (aux deux sens du terme, juridique et hédoniste) et capable de s'auto-engendrer par la spéculation.

Mandeville initie la rhétorique du ruissellement, tout en sachant que le flux va dans l'autre sens, et quand il écrit que les scélérats sont à la manœuvre, contrairement à ce que croit Marx, il ne dénonce pas, il énonce un principe du capitalisme. Ainsi, il constate que les catastrophes, à commencer par les guerres, contribuent au commerce, donc à faire de l'argent, ce qu'il traduit par contribuer au bien commun. Comme Brecht bien plus tard (voir l'opéra Mahagony), il avait compris le rôle des pulsions amORAles dans la production de l'argent, et il pousse l'audace jusqu'à affirmer que cette accumulation scélérate fait partie du plan divin : Dieu ne veut pas minimiser le mal, comme chez Leibnitz (le meilleur des mondes possibles), mais se sert du mal pour faire émerger le bien (qui donc pour lui signifie la richesse de quelques-uns).

Restant dans la logique mandevillienne, mais plus dans l'exégèse, Dufour montre les aspects borderline du capitalisme contemporain, un système qui s'alimente de ses échecs. La sortie du système monétaire international de Bretton Woods, le 15 juillet 1971, marque le moment de bascule où la monnaie cesse d'être loi et devient marchandise.

Dans son rêve d'illimitation le capitalisme dévore les travailleurs et la nature. Combien de temps la terre sera-t-elle encore habitable ?



BONNES NOUVELLES

En octobre, suite à l'action en justice de trois associations écologistes (Greenpeace Notre affaire à tous, Les Amis de la Terre), le tribunal de Paris a condamné **TotalEnergies** pour « pratiques commerciales trompeuses, en raison de communications mensongères sur son ambition climatique », bref pour écoblanchiment ou *greenwashing* (voir aussi l'excellent documentaire sur ARTE *Le système Total, anatomie d'une multinationale de l'énergie*, à partir du livre d'Alain Deneault, *De quoi Total est-il le nom ?*).



À la mi-octobre, le Conseil communal a voté à l'unanimité deux points essentiels concernant l'avenir du site du **Val-Saint-Lambert**. Tout d'abord, la Commune, déjà propriétaire du château, va acheter les autres bâtiments patrimoniaux présents sur le site. Ensuite, elle a décidé de programmer une modification du plan de secteur pour tous les terrains qui entourent le site afin de les protéger contre tout projet immobilier. (Occupons le Terrain)

Début octobre, le Parlement brésilien a approuvé à la quasi-unanimité un projet de loi proposé par le gouvernement pour relever le plafond d'exemption de l'impôt sur le revenu à 5 000 reals mensuels (795 euros) et pour alléger l'impôt exigé de la catégorie de revenus suivante. Pour compenser les quelque 5 milliards d'euros que ces mesures coûteront au trésor public, les hauts revenus seront imposables selon un barème progressif. Une timide avancée vers plus de **justice fiscale**.

Face à la politique de la canonnière menée par Trump, soi-disant contre des narcotrafiquants, le président de la **Colombie**, Gustavo Petro, choisit **la voie de la diplomatie** : il en appelle à l'application du droit international devant les Nations Unies.



Au Maroc, au Népal, à Madagascar, les soulèvements de la **Génération Z** (des jeunes nés entre la fin des années 1990 et le début des années 2010) ont profondément ébranlé la structure institutionnelle de leurs pays. Le mouvement a été durement réprimé au Maroc, mais il va renaître. À Madagascar, un colonel a pris le pouvoir avec des promesses qu'il lui reste à tenir. Au Népal, les jeunes ont organisé une élection en ligne pour le poste de Premier ministre ; ils ont choisi une ancienne juge de la Cour Suprême, Sushila Karki, une juriste qui avait été emprisonnée pour sa participation à des manifestations organisées par un mouvement de gauche et qui semble avoir un sens aigu de la justice.



Le 28 octobre, l'Assemblée nationale française a adopté un article visant à **taxer le bénéfice des multinationales là où elles réalisent leurs activités**. Cette mesure, proposée par ATTAC France, permettrait de rapporter 18 à 26 milliards d'euros.



29 NOVEMBRE 2025
LA NUIT DU HAUT FOURNEAU
16h Ouverture
17h Académie de Musique de musique
18h Terra Brasil
19h Illumination du HFB
20h Feu d'artifice
21h Vincent Arena en DJ Set

29 NOVEMBRE 2025
LA NUIT DU HAUT FOURNEAU
16h Ouverture
17h Académie de musique
18h Terra Brasil
19h Illumination du HFB
20h Feu d'artifice
21h Vincent Arena en DJ set



SANS PAPIERS

Extrait d'un communiqué de *La Voix des Sans Papiers*

Assez du silence. Assez de la violence.

En octobre, la violence de l'État s'est à nouveau abattue sur celles et ceux qui résistent.

Lors de l'expulsion de l'occupation Zone Neutre, la police a blessé plusieurs sou-tiens, militant·es et personnes solidaires venues défendre un toit, une dignité, une vie. Des coups, des gaz, des humiliations — voilà la réponse d'un pouvoir qui ne supporte pas la solidarité.

À chaque expulsion d'une occupation, c'est le même scénario : la force, la peur, la répression pendant que le gouvernement détourne le regard.

Nous (hommes, femmes, enfants sans titre de séjour) ne sommes pas des crimi-nels. Nous sommes des travailleurs, des parents, des étudiants, des familles des êtres humains. Nous occupons des bâtiments vides parce que l'État refuse de nous donner un toit, des droits, un avenir, la liberté de circulation Et quand nous nous organisons collectivement pour survivre, la réponse, c'est la répression.

Nous rappelons que la solidarité n'est pas un crime.

Chaque coup porté contre un·e militant·e est un coup porté contre la liberté, contre la dignité, contre l'humanité même. »

Nous refusons que la Belgique continue à gérer la question migratoire par la ré-pression et la peur.

Nous refusons cette politique de la honte.

Nous refusons qu'on traite la précarité administrative comme un délit.

Nous refusons que la police continue à être le bras armé d'un système raciste et hy-pocrite.

Nous réclamons :

- ▶ L'arrêt immédiat des violences policières contre les sans-papiers et les occu-pant·es ;
- ▶ Une politique d'accueil digne, qui mette la vie avant la frontière ;
- ▶ La fin de l'impunité policière, qui protège les agresseurs au lieu des victimes.
- ▶ La fin immédiate des violences policières lors des expulsions,
- ▶ Le respect du droit à un logement digne et à la sécurité,
- ▶ Une régularisation large et durable des sans-papiers,
- ▶ Une véritable politique d'accueil et d'humanité, à la hauteur des valeurs que la société belge prétend incarner.

Nous continuerons à nous organiser, à occuper, à crier, à soigner nos blessé·es, nos expulsé·e.s, à reconstruire ce que la violence détruit.



Debt Bomb - Rencontres d'automne CADTM 2025

<https://www.cadtm.org/RA-2025-Liege-cite-internationale-de-la-Resistance>

Une organisation impeccable. Plus de 300 participants venus d'un peu partout (bien sûr surtout de Belgique). De beaux moments d'échange et d'écoute, culminant cette fois, non dans la table ronde finale sur les perspectives de lutte, mais dans la table ronde sur la RDC samedi de 16 à 18 h. dans la salle du Parc quasi comble.

La Palestine était partout, et son évocation suscitait des rafales d'applaudissements, mais il était bon qu'une soirée soit consacrée à la solidarité avec le Soudan, déchiré par une guerre qui n'en finit pas, et une autre à la RDC. Les difficultés de pays d'Amérique latine et d'Asie à se débarrasser des chaînes du capitalisme nouées grâce au système dette ont bien aussi fait l'objet de présentations, ainsi que les luttes féministes et anti-fascistes.

Lors de la plénière sur la RDC, deux modérateurs talentueux, David Khitoko de RDC et Salamata Sitibé du Burkina, se sont réparti les présentations et les questions, ce qui donnaient une belle structure et un rythme aux interventions. Brenda Odimba, co-fondatrice du collectif Free Congo !, fait découvrir le passé colonial du Congo par des visites décoloniales du Musée de l'Afrique à Tervuren ; elle a retracé l'histoire séculaire de la colonisation du bassin du Congo, rappelant que les Européens ont tracé des frontières sans aucun égard pour les ethnies, les cultures, les langues qu'ils scindaient. C'est la raison pour laquelle Samy Wanga (éco-poète, ethno-musicien, auteur entre autres de *La Dent de Lumumba*) préfère se présenter comme étant Africain plutôt que Camerounais. Les trois autres intervenantes étaient Gracy Kidinda, chargée de plaider pour une association internationale pour la justice environnementale, Yvonne Ngoyi, présidente de l'Union des Femmes pour la dignité humaine, et Rima Hassan, juriste, eurodéputée pour la France Insoumise, membre de la commission Droits de l'Homme. Les interventions, claires et étayées, se complétaient pour mettre en évidence la continuité des mécanismes coloniaux et l'emprise pernicieuse de la dette et rappeler l'effroyable tribut en vies humaines (plus de neuf millions de morts) que coûtent les conflits entre grands puissances pour le contrôle des minerais.



AGORA DES HABITANTS DE LA TERRE

LUTTES COMMUNES

Repenser la vie sur Terre

d'après deux textes de Riccardo Petrella,
pour l'Agora des Habitants de la Terre

*Il faut penser et construire
un nouveau monde capable de garantir
l'eau, la nourriture, la santé, la sécurité commune,
la justice, la fraternité.
Le reste, technologie et finance,
est instrumental*

Le 7 décembre, anniversaire de l'entrée de l'eau en bourse à Chicago, est une des dates où nous réclamons, avec l'Agora des Habitants de la Terre, que l'eau soit reconnue bien public essentiel à la vie.

La crise de l'eau, comme les catastrophes climatiques et environnementales que nous vivons, est d'origine humaine : prélèvements excessifs, la pollution chimique et marchandisation, libéralisation, déréglementation, privatisation et financiarisation de l'eau, rebaptisée « or bleu ».

Il est aujourd'hui vital de mettre en œuvre une autre politique de l'eau, et une autre approche de notre rapport au Vivant. Ainsi il est impératif de mettre un terme aux émissions de gaz à effet serre, de démanteler les barrages qui étouffent fleuves et rivière, de stopper la marchandisation de l'eau minérale naturelle, source de pollution plastique, et d'interdire l'empoisonnement chimique des eaux de la Terre, ce qui signifie interdire tous les polluants et, pour donner force contraignante à ces mesures, de créer un Conseil Planétaire des Citoyen·nes pour la Sécurité de l'Eau, sous le contrôle d'un Parlement Planétaire de l'Eau, lieu de l'exercice de la souveraineté partagée. L'eau, par sa nature, est l'exemple concret d'une gestion dans l'intérêt commun de tous les membres de l'Humanité.

De même, il faut abolir les brevets sur le vivant et sur l'IA à titre privé et à but lucratif. La connaissance doit redevenir un bien commun public mondial.

Il sera nécessaire d'élaborer une Charte Planétaire des Biens Communs Publics Mondiaux et dans le même temps de mettre en place une Nouvelle Architecture



Financière Planétaire qui permettra de libérer l'eau, et l'ensemble des biens communs essentiels pour la vie, de la financiarisation et de la technocratisation conquérantes, facteurs d'aggravation de la prédation de la vie et des inégalités sociales.

Enfin, il faut reconnaître que tout processus d'appauvrissement est un vol de la vie : le pouvoir d'achat ne peut, comme c'est trop souvent le cas actuellement, conditionner l'accès à l'eau ^pas plus qu'à la santé, au logement, aux transports collectifs, à l'éducation....


Les textes de Riccardo Petrella sont accessibles sur le site pressenza.com.

LUTTOPIE

Au départ de la Bibliothèque Pierre Perret de Wareme, Anne-Sophie Gard a réussi à mettre en mouvement pas moins de quinze partenariats autour d'un festival pour partager et donner du sens : LUTTOPIE, Résister, Cultiver, (Dé)construire. Du 6 septembre au 15 octobre pas moins de 21 animations pour construire le vivre-ensemble : poésies subversives, ciné-débat *Le vivant qui se défend* de Vincent Verzat, formation à l'action directe non-violente, lecture papote Censures, Le patrimoine en danger, *Les soulèvements de la Terre*, *Le champ des possibles* et François Sonnet, fabrique et enjeux du journalisme indépendant avec Sarah Frères du magazine *Imagine*, *Les mots qui puent* d'Olivier Starquit, *Résister* de Salomé Saqué, *Stratégies minuscules, imaginaire en mouvement* à Hexapoda, la vidéothèques nomade pour les curieux de 5 à 105 ans...

Un festival à taille humaine où se croisaient des services, associations, lieux, livres, techniques qui permirent à chacun petits et grands de faire de belles rencontres et découvertes et même de croiser le Festival Nourrir-Huy-Wareme. Durant la première semaine de novembre, dans les quatre villages et ville de la commune auront lieu des rencontres autour du plan stratégique transversal Pas facile de se rendre compte que nous sommes tous devenu des hors-sol.

Vendredi 28 novembre à 18h

 Souper ciné – La vie secrète des arbres 




Proposé par Attac

Vendredi 12 décembre 2025 à 19h30

 Conférence-débat : "L'accaparement des terres – Qui possède la terre, contrôle notre avenir"




Organisé par Attac

> Un cycle sur
> l'intelligence artificielle

[Par ATTAC Liège et le Cercle Leonardo Da Vinci]

Samedi
13 décembre

> De 10h à 13h

Enjeux géopolitiques et
géoéconomiques de l'IA

Avec **Cedric Leterme**, chercheur au
GRESEA

> Leonardo Da Vinci
> Rue Cockerill 86
> 4100 Seraing



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES





Souper de fin d'année

Raclette et jeux militants

15 DECEMBRE 2025 @18h30

Leonardo Da Vinci // Rue Cockerill 86 // Seraing

P.A.F. 18€, comprenant :

- raclette traditionnelle
- dessert
- animation de jeux militants

Réservation obligatoire
info@attacliege.be



© Kanar <https://matribune.be/es-non-belges/>



Attac Liège & le Léonardo da Vinci proposent
Au cercle Leonardo da Vinci
Rue Cockerill, 86 à Seraing



Samedi 24 janvier à 10h

COLONISATION DE L'ESPACE

ENJEU GLOBAL ET RESPONSABILITÉ DES ETATS

Conférence-débat avec **Jean-Francois MAYENCE** de BELSPO



info@attacliege.be - angelo.s@hotmail.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



SOUTENIR ATTAC

Ça fait du lien là où ça passe

REJOIGNEZ-NOUS

dans nos actions, nos rencontres, nos formations.

Renouvelez votre soutien financier

(à partir de 20 euros / an pour qui jouit de rentrées financières décentes
et de 10 euros / an pour les revenus riquiquis)

Ensemble, tentons de changer les rapports de force.

Compte Triodos : BE02 5231 4086 9640

www.attacliege.be

info@liege.attac.be

Rue du Plope, 184 – 4041 HERSTAL

CONNAISSEZ-VOUS LE LEGS EN DUO ?

Le legs en duo est une technique qui consiste - lorsqu'un testateur laisse comme héritiers des personnes éloignées et donc fortement taxées - à léguer une partie importante de son patrimoine à une association [...], faiblement taxée en droits de succession, à charge pour celle-ci de payer la totalité des droits de succession en bénéficiant d'une petite partie du legs en plus des héritiers choisis ; ceux-ci ne payant pas de taxes, ils reçoivent davantage.

Si cela vous intéresse, contactez-nous.

ADHÉREZ À ATTAC



Jeudi 18 décembre, 19h30

Groupe de lecture, Simon Watteyne,
Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23 à 4000 Liège

Jeudi 22 janvier, 19 h

Projection-débat du film de Gilles Perret et François Ruffin, *Au boulot!*

Barricade, rue Pierreuse, 21 à 4000 Liège

Samedi 24 janvier, 10 h

Jean-François Mayence, *Colonisation de l'espace*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à Seraing

Jeudi 5 février, 19 h

Projection-débat de courts métrages tournés à Gaza sous les bombes *From Ground Zero* en partenariat avec le CADTM CRIE, rue Fusch 3 (jardin botanique), 4000 Liège



AGENDA (PREMIÈRE PARTIE)

Jeudi 20 novembre, 19h30

Groupe de lecture Simon Watteyne, thèse en ligne, *La Prédominance d'une fiscalité libérale*, à partir de la page 404, Casa Nicaragua, rue Pierreuse, 23 à 4000 Liège

Vendredi 28 novembre, 18 h

Nourrir Seraing. Projection débat *La vie secrète des arbres*
Centre culturel de Seraing, rue Renaud Strivay, à 4100 Seraing

Vendredi 12 décembre, 19h30

Nourrir Seraing. *L'Accaparement des terres* avec Terre-en-vue
Centre culturel de Seraing, rue Renaud Strivay, à 4100 Seraing

Samedi 13 décembre, 10h-13h

Cédric Leterme (GRESEA), *Enjeux politiques et géoéconomiques de l'IA*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à Seraing

Lundi 15 décembre, dès 18h30

Souper de fin d'année avec jeux militants,
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 86 à Seraing

SOMMAIRE

Édito	2	Jeu	16
Fiscalité et droit		Recensions	17
à l'alimentation	5	Bonnes nouvelles	20
Cryptomonnaie JuneG1	7	Luttes communes	22
Histoire du sucre (1)	9	Annonces	26
Environnement	11	Soutien	30
IA -vous me testez ?	12	Agenda	31-32
IA et enjeux de société	14		

